



Projet d' :

« Appui de la Société Civile à la vulgarisation, au suivi de la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 et au plaidoyer pour la réforme de l'Armée en République démocratique du Congo »

**RAPPORT MENSUEL DE KINSHASA
NOVEMBRE 2014**

I. CONTEXTE ET SITUATION DU MOIS

Le contexte du mois d'octobre à Kinshasa peut être résumé par les deux points saillants ci-après :

- ⇒ la publication du rapport de l'ONG Human Rights Watch sur le déroulement et les dérapages de l'« Opération Likofi », lancée en novembre 2013 contre les délinquants communément appelés « Kuluna » ;
- ⇒ la suspension, par la Coopération britannique, du Programme Security Sector Accountability and Police Reform Programme¹ [SSAPR] dont l'essentiel de l'enveloppe est destiné à l'appui à la mise en œuvre de la réforme de la Police Nationale Congolaise.*

DFID [Department for International Development] qui a injecté plusieurs millions de dollars américains dans la réforme de la Police Nationale, particulièrement en ce qui concerne l'implémentation de la doctrine de la Police de Proximité au Sud-Kivu, au Kasai Occidental et au Bas-Congo se dit découragé par le comportement peu glorieux de la Police, lors de l'« Opération Likofi », tel que souligné par les rapports circonstanciés du Bureau Conjoint des Nations unies aux Droits de l'Homme/MONUSCO [BCNUDH] et de Human Rights Watch, remettant ainsi en cause tous les efforts consentis dans la réforme en cours...

C'est à ce titre que la Grande-Bretagne conditionne la reprise du Programme SSAPR à la réponse du Gouvernement de la RDC au contenu du BCNUDH.

Quant à la situation sécuritaire, elle demeure préoccupante dans la ville-province de Kinshasa où l'on continue de dénombrer des cas de meurtre, vandalisme, enlèvements et vols à mains armées, extorsion... Les « Kuluna » ont repris du service et semblent avoir changé de modes opératoires... C'est ainsi que :

Commune de Kimbanseke

20 novembre, Terrain Mokali Siwambaza : cinq groupes de délinquants ont présentés par le Commissaire Provincial de la PNC-Kinshasa. Il s'agit des jeunes, des policiers et des militaires, accusés de divers crimes commis ces derniers temps, essentiellement dans le District de la Tshangu [extorsions, vols, viols et meurtres].

Commune de Selembao

Des délinquants ont élu domicile dans les abords de la rivière Makelele où, dès la tombée de la nuit, ils agressent et dépouillent les passants. D'aucuns pensent qu'il s'agit des « éléments incontrôlés » en provenance de Camp Luka, du quartier Lalou à Binza-Delvaux, etc. A ces éléments incontrôlés s'ajoutent les « Kuluna » qui refont surface...

Il sied de mentionner également ces quelques réalités de terrain :

- Commune de la Nsele : le corps sans vie d'une femme inerte retrouvée au niveau de la terre jaune.
- 07 novembre, lors du match de football ayant opposé Renaissance du Congo à Arc-en-ciel, la police a fait usage de gaz lacrymogène, provoquant ainsi 14 blessés dont 13 supporters et 1 policier.

¹ Programme Redevabilité du Secteur de Sécurité et Réforme de la Police.

- Commune de Ngaliema : un corps sans vie a été retrouvé dans une rivière du quartier Ngomba Kikusa...

II. ETAT D'AVANCEMENT DE LA REFORME DU SECTEUR DE SECURITE EN PROVINCE

2.1. Actions menées par les acteurs étatiques [Assemblée Provinciale, Autorité civile locale, Commandement de la PNC et des FARDC...]

a) Réforme de la Police Nationale Congolaise

- Formation d'un total de vingt policiers aux techniques de maintien de la paix. Cette formation est assurée par la Fédération de Russie, pour le compte de l'exercice 2013-2014.
- Des réformes annoncées par la Commission Nationale de Prévention Routière [CNPR] pour améliorer la circulation routière en RDC. Il s'agit de l'adoption prochaine, par le Gouvernement, d'un nouveau Code Routier, la création d'un Comité National de Sécurité Routière et de la mise en place de l'Autorité nationale de prévention et sécurité routière...

b) Réforme de l'Armée :

- ✦ 18 novembre, salle de réunions de la Mission EUSEC : le Service d'Education Civique, patriotique et d'Actions Sociales des FARDC [SECAS] a présenté son Plan d'action à ses partenaires en vue de la formation civique des militaires et du rapprochement civilo-militaire. Le RRSSJ, en sa qualité de membre effectif du GT-ECAS², se propose d'intervenir essentiellement dans le domaine de la sensibilisation, dans le cadre de l'exécution de ce Plan d'action...



2.2. Actions menées par les acteurs non étatiques :

a) Interaction du RRSSJ-Kinshasa avec les acteurs étatiques [Partage régulier d'informations, actions de plaidoyer et lobbying]

- ◇ 28 novembre : participation à l'atelier de travail, organisé par le Mécanisme National de Suivi [MNS] et le Ministère du Plan, sur l' « *Elaboration d'une matrice de priorisation des actions relatives aux engagements nationaux de la RDC, souscrits aux termes de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, pour l'année 2015* ».
- ◇ 18 novembre, salle de réunions de la Mission EUSEC : le Service d'Education Civique, patriotique et d'Actions Sociales des FARDC [SECAS] a présenté son Plan d'action à ses partenaires en vue de la formation civique des militaires et du rapprochement civilo-militaire.

b) Travail de terrain avec les communautés de base [sensibilisation, formation, monitoring, mobilisation communautaire...]

- ∞ Evaluation – avec les différentes parties - de l'utilisation du numéro de la Police de Secours, le 112, par les habitants de la Commune de Kinshasa ;
- ∞ Monitoring de la situation sécuritaire dans la ville de Kinshasa.



Redevabilité de la Police : une vue des participants à la réunion d'évaluation durecours, par la population de la Commune de Kinshasa, au numéro vert 112 de la Police de Secours [Photo RRSSJ]

III. PREOCCUPATIONS MAJEURES DE LA BASE ET RESULTATS OBTENUS AU COURS DU MOIS

3.1. *Préoccupations majeures recueillies auprès des communautés de base*

a) Réforme du secteur de sécurité

- ◇ Les tracasseries policières sur les artères de la ville ;
- ◇ Le nouveau mode opératoire des « Kuluna » auxquels s'ajoutent désormais des hommes en uniforme non autrement identifiés ;

b) Mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la Résolution 2098

- ◇ La faible volonté politique d'appliquer, de façon effective, les engagements nationaux de la RDC, souscrits aux termes de l'Accord-cadre du 24 février 2013. Car, la contrepartie gouvernementale fait toujours défaut, en guise d'appui à la réforme de la Police et de l'Armée.

3.2. *Résultats obtenus au cours du mois*

1. Implication du RRSSJ/Société Civile dans l'élaboration de la matrice de priorisation des actions relatives aux engagements de la RDC, souscrits aux termes de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba, pour l'année 2015.
2. Implication du RRSSJ/Société Civile dans le processus d'adoption et de validation du Plan d'action du SECAS-FARDC.

IV. ENJEUX, DEFIS ET RECOMMANDATIONS

4.1. *Les enjeux :*

- ☞ Amélioration des conditions socio-professionnelles du Policier ;
- ☞ Renforcement du rapprochement/confiance Police-Population...

4.2. *Les défis à relever au mois suivant :*

- ☞ Impliquer les Chefs de Quartier de la Commune de Kinshasa dans le suivi des recommandations issues des rencontres citoyennes.
- ☞ Préparer l'installation officielle des membres du Conseil Local pour la Sécurité de Proximité de la Commune de Kinshasa, par le Gouverneur de la ville.

4.3. *Les recommandations majeures :*

A l'Assemblée Provinciale :

- Effectuer et promouvoir le contrôle parlementaire du fonctionnement de la Police, particulièrement en ce qui concerne l'efficacité et la responsabilité de l'« Opération Likofi ».

Au Gouvernement provincial :

- S'impliquer dans l'implémentation de la doctrine de Police de Proximité.

A la Police :

- Renforcer les effectifs dans les postes de police des quartiers périphériques de la ville.

Aux communautés de base :

- S'impliquer dans la mise en œuvre ainsi que le suivi des recommandations issues des orums citoyens d'information, forums de pré diagnostic sécuritaire, forums de quartier, etc.

Kinshasa, le 29 novembre 2014

Le RRSSJ-Kinshasa